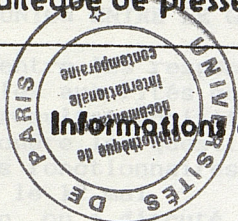


ENFO PRENSA

Agence guatémaltèque de presse



Informations du Guatemala

5° année / N°221

du 23 au 29 mai 1987

POLITIQUE

Echec de la réunion entre le gouvernement et les syndicats
Des repréailles contre les grévistes
Vingt syndicats ont été enregistrés en 1987
Les centrales syndicales internationales condamnent le
gouvernement guatémaltèque
Un évêque menacé par les "escadrons de la mort"
Remise de terres aux paysans
Coordination centraméricaine contre la loi Simpson-Rodino

ECONOMIE

Le Guatemala demande son intégration au GATT
Cerezo a demandé 467,7 millions de dollars à Washington

INSURRECTION

Première émission de la radio officielle de l'insurrection
Actions insurgées à Solola

MOUVEMENT POPULAIRE

Campagne systématique du gouvernement contre les syndicats
Incendie dans une cantine du mouvement "Protierra"

SITUATION SOCIALE

Un énorme incendie hors de controle dans le Peten

DROITS DE L'HOMME

Répression contre les habitants de Santiago Atitlan
Des agriculteurs assassinés par les soldats
Six paysans assassinés

4° P. 12315

ECHEC DE LA REUNION ENTRE LE GOUVERNEMENT ET LES SYNDICATS

Une rencontre entre les responsables des syndicats de fonctionnaires et les autorités gouvernementales s'est tenue le 23 mai. Aucun résultat positif n'est sorti de cette réunion qui devait résoudre les questions soulevées lors de la grève générale des fonctionnaires qui s'était développée entre le 27 avril et le 12 mai.

A cette réunion, on a discuté du document des "bases d'accord", signé par le gouvernement et les syndicats. Dans ce texte, le gouvernement s'engage à étudier une augmentation salariale, à réformer les lois de protection des consommateurs, à appliquer une politique d'austérité et à reconnaître l'existence juridique des syndicats de la fonction publique.

Pour le moment, les syndicats ont fait savoir que le gouvernement refusait d'appliquer un contrôle des prix, qui serait en contradiction avec sa politique économique d'inspiration libérale.

DES REPRESAILLES CONTRE LES GREVISTES

Les enseignants du département de Jutiapa ont dénoncé le 22 mai une série d'actes d'intimidation de la part du gouverneur départemental. Ce dernier, suivant les consignes du président Vinicio Cerezo, a ordonné aux maires et aux délégués militaires de sanctionner les enseignants qui avaient soutenu la grève des fonctionnaires terminée le 12 mai. Par ailleurs, 25 travailleurs de l'Ecole nationale centrale d'agriculture ont été destitués pour avoir participé à cette grève. Ils ont annoncé qu'ils allaient prochainement commencer une grève de la faim en signe de protestation.

VINGT SYNDICATS ONT ETE ENREGISTRES EN 1987

Catalina Soberanis, ministre du Travail, a reconnu le 24 mai que seuls vingt syndicats avaient été légalement enregistrés pendant les premiers mois de 87. Sur ce nombre, deux appartiennent à la fonction publique et dix huit au secteur privé.

Le ministre a ajouté que depuis janvier 86, date d'entrée en fonction du gouvernement civil, 37 organisations syndicales avaient été enregistrées sur plus de cent demandes.

LES CENTRALES SYNDICALES INTERNATIONALES CONDAMNENT LE GOUVERNEMENT GUATEMALTEQUE

La rencontre régionale des responsables de la Confédération internationale des organisations syndicales libres (CIOSL) et de l'Organisation interaméricaine des travailleurs (ORIT) avec des syndicalistes de différents pays de

la région s'est terminée le 22 mai à Antigua Guatemala par une déclaration condamnant le gouvernement guatémaltèque pour "sa violation flagrante des droits de l'homme et des syndicats".

Le dominicain Carlos Enrique Arias, vice-président de la CIOSL et de l'ORIT pour l'Amérique centrale et les Caraïbes, a annoncé que le gouvernement du Guatemala serait dénoncé pour ses actions contre la liberté syndicale, lors de la prochaine assemblée mondiale de l'Organisation internationale du Travail (OIT) qui se tiendra en juin à Genève.

Arias a ajouté que l'on avait pris connaissance ces derniers mois de "cas terribles" en matière de violation des droits de l'homme au Guatemala, où, a-t-il précisé, "les appareils répressifs sont intacts".

UN EVEQUE MENACE PAR LES "ESCADRONS DE LA MORT"

Selon la presse locale du 22 mai, Rodolfo Quezada Toruno, évêque du diocèse du département de Zacapa et prélat d'Esquipulas, a été menacé de mort par un escadron de la mort qui se fait appeler "la main blanche", et qui a conseillé au religieux de quitter le pays sous peine d'être éliminé. "La main blanche", organisation paramilitaire sous le contrôle de l'armée, est apparue en 1968, dirigée par le commerçant et propriétaire terrien Raul Lorenzana. Elle a envoyé un communiqué à la presse, signalant que "l'évêque et ses collaborateurs devront quitter la région sous peine d'en être retirés morts".

Pour sa part, Prospero Penados, archevêque de la capitale, a déclaré que "dans notre pays, toute action en faveur des pauvres sera critiquée et condamnée comme étant communiste", et il a condamné les menaces contre Quezada Toruno et demandé la protection du gouvernement.

REMISE DE TERRES AUX PAYSANS

La propriété San Carlos Malaga, située dans la commune de Santo Domingo, département de Suchitepequez, au sud-ouest du pays, et d'une surface de 946 hectares, a été remise le 21 mai par le gouvernement démocrate-chrétien au prêtre Andres Giron, leader du mouvement paysan "Protierra". La propriété a été achetée par le gouvernement pour un million de quetzals (400 mille dollars). 793 hectares seront cultivés de maïs, et 70 seront consacrés à un programme piscicole.

COORDINATION CENTRAMERICAINE CONTRE LA LOI SIMPSON-RODINO

Selon des informations officielles données le 23 mai, les gouvernements centraméricains coordonneront leur posi-

tion face à la possible déportation massive de citoyens centraméricains qui vivent sans papiers de séjour aux Etats-Unis, et que menace l'application de la loi Simpson-Rodino.

Les ministres du Travail d'Amérique centrale ont eu une réunion dans la ville de Guatemala. Ils ont fait connaître une déclaration commune indiquant qu'ils allaient rester en consultation permanente afin de déterminer des actions concrètes. Ils sont également tombés d'accord sur des actions conjointes en direction des Etats-Unis pour que soient respectés les droits des centraméricains demeurant dans ce pays.

ECONOMIE

LE GUATEMALA DEMANDE SON INTEGRATION AU GATT

Le Guatemala a demandé officiellement son intégration à l'accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT), a annoncé le 21 mai Arnaldo Castillo Barajas, directeur général du commerce du ministère de l'Economie. Castillo a fait savoir que le gouvernement du président Vinicio Cerezo avait envoyé une demande à Genève dans laquelle il sollicite du GATT l'adhésion provisoire du Guatemala. Cette décision a été prise après avoir consulté le secteur privé "et les secteurs engagés dans la production nationale et le commerce international".

CEREZO A DEMANDE 467,7 MILLIONS DE DOLLARS A WASHINGTON

Au cours d'une conférence de presse réalisée le 20 mai, Federico Linares, président de la Banque du Guatemala, a fait savoir que le président Vinicio Cerezo avait demandé des prêts pour un total de 467,7 millions de dollars, lors de sa récente visite aux Etats-Unis. Ces prêts ont été sollicités auprès de la Banque mondiale, de la Banque interaméricaine de développement (BID) et de l'Agence internationale pour le développement (AID) du gouvernement des Etats-Unis.

Le gouvernement guatémaltèque a souscrit des accords de prêts pour 265,5 millions avec la Banque mondiale, de 81,2 millions avec la BID et de 53 millions avec l'AID, dont 28 pour l'année 87 et 25 pour l'année 88.

INSURRECTION

PREMIERE EMISSION DE LA RADIO OFFICIELLE DE L'INSURRECTION

"Voz popular" (voix populaire), radio officielle de l'Unité révolutionnaire nationale guatémaltèque (URNG), a réalisé

sa première émission le vendredi 22 mai, à 18.15 heure locale (0.15 GMT), sur la bande internationale de 41 mètres, à la fréquence de 7 mégahertz (onde courte). Cette émission est la première d'une série de transmissions qui aura lieu tous les vendredis, à la même heure et sur la même fréquence, selon ce qu'a annoncé la radio, qui a été captée sur tout le territoire nationale et dans les régions voisines. La radio insurgée a commencé ses émissions par un appel aux secteurs paysans, corporatifs et syndicaux, étudiants, artistes, féminins, chrétiens, aux petits et moyens propriétaires, aux directeurs d'entreprise progressistes, aux hommes politiques honnêtes et aux officiers patriotes, "afin de construire une patrie libre, pacifique et souveraine". Radio "Voz popular" a annoncé que depuis ses locaux, dans la Sierra Madre du Guatemala, elle se consacrerait à transmettre avec objectivité et impartialité toutes les informations concernant les activités du gouvernement et de l'armée, ainsi que les nouvelles de caractère militaire et diplomatique, car le peuple du Guatemala "a le droit de connaître la vérité".

Radio "Voz popular" a en outre fait savoir que pendant les premiers mois de 87, les forces de l'URNG avaient causé 285 pertes à l'armée gouvernementale, en 87 actions, au cours desquelles trois hélicoptères avaient été endommagés, trois postes de combat, quatre véhicules et un tank détruits, du matériel militaire, des munitions et des appareils de radio-communication récupérés.

ACTIONS INSURGEES A SOLOLA

Selon un communiqué insurgé du 25 mai, les forces de l'URNG ont réalisé une embuscade et deux actions de harcèlement, provoquant cinq pertes dans les rangs gouvernementaux, ainsi que des actions de propagande, dans le département de Solola.

Le communiqué précise que ces actions sont la continuation de l'activité menée par les forces de l'URNG dans cette région du pays, où depuis les premiers jours d'avril l'armée gouvernementale a lancé une offensive anti-insurrectionnelle qui lui a coûté à cette date plus de 50 pertes, dont deux officiers, ainsi que la perte de véhicules et de matériel militaire.

MOUVEMENT POPULAIRE

CAMPAGNE SYSTEMATIQUE DU GOUVERNEMENT CONTRE LES SYNDICATS

Selon une dénonciation faite le 20 mai par le Syndicat des travailleurs de l'éducation du Guatemala (STEG), le gouvernement, l'armée et les groupes paramilitaires réalisent une campagne systématique contre les organisations syndicales, dans laquelle s'inscrit la création des "associations départementales d'enseignement".

Le communiqué du syndicat enseignant informe également que des éléments d'un détachement militaire du département du Peten se sont rendus responsables de l'enlèvement et de la disparition de cinq instituteurs. Les faits ont eu lieu le 15 avril aux alentours de la lagune Perdida, commune de La Libertad.

INCENDIE DANS UNE CANTINE DU MOUVEMENT "PROTIERRA"

Selon la presse locale du 20 mai, une ferme utilisée comme cantine par les séminaristes sous la direction du prêtre Andres Giron, leader du mouvement paysan "Protierra", située à Nueva Concepcion, commune de Tiquisate, département d'Escuintla, a été totalement détruite par un incendie. Les autorités municipales ont indiqué que l'enquête sur les conditions du sinistre sera approfondie, car on soupçonne qu'il soit d'origine criminelle.

SITUATION SOCIALE

UN ENORME INCENDIE HORS DE CONTROLE DANS LE PETEN

Selon des informations journalistiques connues le 26 mai, un incendie qui a commencé à la fin avril à l'extrême nord-est du Peten dans des circonstances inconnues, s'est étendu sur une superficie comprise entre 1.500 et 2.000 kms carrés, détruisant une grande quantité de flore, de bois précieux et de faune et menaçant de se propager en raison du manque de moyens pour l'intercepter et de l'absence de pluie dans la région.

Le gouvernement guatémaltèque a demandé leur collaboration aux avions de l'AID, ainsi que celle du gouvernement mexicain, car le sinistre menace de s'étendre vers le parc archéologique de Tikal, au centre du Peten.

DROITS DE L'HOMME

REPRESSION CONTRE LES HABITANTS DE SANTIAGO ATITLAN

Selon un communiqué de la Commission des droits de l'homme du Guatemala (CDHG) diffusé le 26 mai, l'armée impose un climat d'insécurité et de peur à la population de la commune de Santiago Atitlan, département de Solola, en ayant établi un couvre-feu à partir de 19 heures, la coupure de l'électricité à partir de cette heure et l'obligation de ne travailler aux cultures qu'à partir de 14 heures. Malgré le fait que les droits constitutionnels soient en vigueur et qu'aucun état de siège ou couvre-feu n'ait été décrété, indique la CDHG, l'armée a annoncé que les habitants qui enfreindraient les dispositions militaires pourraient être capturés, enlevés ou exécutés sommairement. On indique par ailleurs que les chemins communaux seront

minés, que le travail agricole sera interdit pour six mois et que les rations alimentaires sont limitées au minimum, ce qui affecte particulièrement les enfants.

Le communiqué signale également que les délégués militaires Domingo Chiquival et Gaspar Yatz Ramirez reçoivent une formation dans la zone militaire de Solola pour créer des escadrons de la mort, afin d'"enlever et exécuter ceux qui semblent suspects ou n'obéissent pas aux ordres de l'armée". Il est donc demandé au gouvernement du président Cerezo et à l'armée de faire immédiatement cesser ces actions, de faire respecter le droit à l'alimentation et au travail ainsi que les principes du droit international humanitaire.

DES AGRICULTEURS ASSASSINÉS PAR LES SOLDATS

Selon des informations d'organismes de secours connues le 20 mai, les agriculteurs Sebastian Tino Ventura et Adolfo Rodelmiro Flores ont été assassinés par balles par des membres de l'armée.

Les faits ont eu lieu dans les départements d'Escuintla et d'Izabal.

SIX PAYSANS ASSASSINÉS

Six paysans, dont un mineur, ont été assassinés en différents endroits du pays, après avoir été soumis à des coups et à des tortures, a-t-on appris les 23 et 25 mai.

Alfredo Belloso, 16 ans, est mort à Suchitepeque, Benigno Gomez à Santa Rosa, Isaias Baldomero Rivas à San Marcos, Carlos Torres et Nery de Jesus Portela à Escuintla et le cadavre d'un homme non-identifié a été retrouvé à Jutiapa.